

L'expérience d'Oxfam-Québec en entrepreneuriat et en autonomisation des jeunes et des femmes dans l'espace francophone

Denise Byrnes, Directrice générale Oxfam-Québec, septembre 2014

Contexte et principales problématiques

Il existe actuellement sur la planète 1,8 milliard de jeunes âgés entre 10 et 24 ans, représentant plus du quart de la population mondiale. Avec 29 % de jeunes âgés de moins de 15 ans et 18 % ayant entre 15 et 24 ans, les régions en développement comptent la plus grande concentration jeunesse (47 %). Le défi à relever pour les pays concernés est d'assurer l'éducation et l'employabilité de cette tranche de la population.

Le contexte international actuel est caractérisé par de multiples crises : politiques, environnementales, énergétiques et alimentaires qui ont un impact important sur le développement des jeunes et leurs perspectives d'avenir. Pouvant être représenté comme un cercle vicieux, les problématiques vécues par les jeunes sont nombreuses : la précarité, la pauvreté, la marginalité et l'exclusion sont les principales. À la fois causes et conséquences, les phénomènes de violence, d'insécurité, la migration et l'urbanisation non contrôlée contribuent à augmenter considérablement le niveau de vulnérabilité des jeunes; les jeunes filles étant généralement doublement affectées, conséquence des discriminations fondées sur le sexe dans les sphères privées et publiques.

Les problèmes liés à l'employabilité se font sentir bien avant l'entrée des jeunes sur le marché du travail. En effet, malgré les avancées importantes réalisées dans les dernières décennies en matière d'accès à l'éducation dans les pays du Sud (notamment pour les filles), l'obtention d'un diplôme ne facilite pas nécessairement l'intégration au marché du travail. Le modèle traditionnel selon lequel un jeune étudie, est diplômé, travaille dans son domaine et est bien traité et rémunéré n'est plus d'actualité. De nos jours, il convient davantage à plusieurs jeunes de chercher du travail prématurément que de poursuivre des études puisque, dans plusieurs sociétés, la qualité du système d'éducation ne garantit plus l'amélioration de leurs conditions d'employabilité et de leurs conditions de vie. Cependant, une entrée précoce sur le marché du travail est généralement caractérisée par des conditions précaires, voire par l'exploitation. De plus, la majorité des jeunes qui se retrouvent dans cette situation ont beaucoup de difficultés, pour des raisons principalement économiques, à retourner aux études et sont ainsi contraints à vivre dans cette situation de vulnérabilité.

Le nombre de jeunes femmes et de jeunes hommes sans emploi est sans précédent. À l'échelle mondiale, le chômage chez les jeunes, qui est supérieur depuis longtemps à celui des autres groupes d'âge, a connu sa plus grande augmentation annuelle en 2009 touchant 75,8 millions de jeunes. En 2010, le taux mondial du chômage des jeunes était de 12,6 %, chiffre considérablement supérieur à celui du chômage des adultes, lequel

était de 4,8 %. De plus, les jeunes qui travaillent doivent trop souvent se contenter d'emplois précaires d'où l'importance d'aborder non seulement la problématique du chômage des jeunes mais également celle du sous-emploi. En effet, environ 152 millions de jeunes travailleurs font partie d'un ménage vivant en dessous du seuil de pauvreté (1,25 \$US/jour), soit 24 % des travailleurs pauvres. Enfin, un nombre alarmant de jeunes ne travaillent pas et n'étudient pas (32 millions en Amérique latine et Caraïbes soit un jeune sur cinq), ce qui représente une situation de vulnérabilité particulièrement prononcée. Pour plusieurs jeunes femmes et jeunes hommes, l'économie informelle représente la seule option à envisager et ce, malgré son niveau très élevé de précarité.

Partout dans le monde, du simple fait d'être de sexe féminin, les femmes et les filles sont plus susceptibles d'être pauvres, elles subissent plus de discrimination et elles voient plus souvent leurs droits économiques bafoués que les hommes et les garçons. Cette réalité se traduit de la façon suivante :

- Plus des deux tiers des 796 millions de personnes non alphabétisées dans le monde sont des femmes, dont beaucoup vivent dans les zones rurales¹.
- Les deux tiers des heures de travail sont effectuées par les femmes, mais celles-ci ne gagnent que 10 % des revenus mondiaux².
- Les femmes représentent seulement 10 à 20 % des propriétaires fonciers dans les pays en développement³.
- Les agricultrices pourraient améliorer leur rendement de 20 à 30 % si elles bénéficiaient d'un accès aux ressources équivalent à celui des hommes⁴.
- Un accès plus juste aux moyens de production pour les femmes permettrait de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim de 12 à 17 %⁵.
- Les hommes ont deux fois plus de chance que les femmes d'être propriétaires d'une entreprise ayant des employés dans les pays développés et en développement, sauf en Asie de l'est où les taux de propriété entre hommes et femmes sont similaires⁶.

Malgré le nombre considérable de femmes qui s'adonnent à l'entrepreneuriat et l'important potentiel que cela pourrait représenter pour la croissance économique des pays en développement, ce type d'activité économique n'est pas complètement accepté dans la plupart des sociétés et les femmes sont confrontées à des attitudes négatives et

¹ OIT, 2012. L'autonomisation des femmes rurales : Éliminer la pauvreté et la faim. Libérer le potentiel des femmes rurales.

² Nations unies, 2009. L'égalité entre les sexes contribue à la croissance économique, Centre d'actualités de l'ONU, 2009.

³ Oxfam, « *Cultivons, La terre. La vie. Le Monde* »

⁴ FAO: <http://www.fao.org/publications/sofa/fr/>

⁵ FAO : <http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f00.htm>

⁶ OIT. 2003, Les femmes sur le marché du travail : mesurer les progrès et identifier les défis. Genève.

à plusieurs obstacles lors du démarrage et du développement d'une entreprise durable. Leurs projets sont souvent contrecarrés par des lois et pratiques discriminatoires en matière de propriété foncière, de famille et d'héritage ainsi que par un accès limité aux ressources, à des services financiers et à des services d'appui au développement d'entreprises de qualité et adaptés à leurs besoins et réalités.

Pour ce qui est des femmes du secteur agricole, et à titre d'exemple, plusieurs obstacles limitent le développement et la viabilité de leurs entreprises. Malgré le fait qu'elles représentent environ 43% de la main-d'œuvre agricole des pays du Sud, les femmes actives dans le domaine agricole ne sont souvent pas reconnues comme des agricultrices et ce malgré le rôle important qu'elles jouent dans la production agricole mondiale. Elles ont rarement accès à des intrants agricoles ainsi qu'à des services de vulgarisation agricole et de formation appropriés, ce qui a pour conséquence qu'elles produisent de 20 à 30% moins que leurs collègues masculins. De plus, les nouvelles technologies et la recherche agronomique ne sont souvent pas adaptées aux besoins des femmes, ni à leurs pratiques agricoles ni aux tâches dont elles sont responsables. Le droit de la propriété foncière pour les femmes n'est pas reconnu dans de nombreux pays du monde et représente un autre obstacle majeur. La faiblesse des taux de propriété foncière peut en effet entraver l'accès des femmes aux actifs financiers nécessaires à l'amélioration de leurs activités productives et à la création ou au développement de leurs entreprises.

Les femmes jouent un rôle crucial à toutes les étapes de la chaîne de valeur : de la production de matières premières au marketing, en passant par la distribution etc. Disposant d'un accès moindre au capital et à la formation, elles sont toutefois généralement reléguées à l'extrémité basse de ces chaînes, ce qui fait que le potentiel des femmes entrepreneures dans les chaînes de valeur reste ainsi à exploiter.

Si les femmes participent à une large gamme d'activités entrepreneuriales, on observe que les entreprises possédées par les femmes sont concentrées dans des activités de très petite taille, de faible productivité et de faible rendement dans l'économie informelle. Elles sont concentrées dans les micro-entreprises ou les petites et moyennes entreprises, en raison notamment des responsabilités que les femmes assument au niveau du travail non rémunéré, des limites au niveau de la mobilité ou du manque de garanties et de qualifications financières. Compte tenu de tout cela, il est nécessaire de créer un climat favorable à l'augmentation du nombre de femmes entrepreneures ainsi que de la taille de leurs entreprises et ce, en leur assurant un meilleur accès aux produits et services financiers, en leur dispensant des formations adaptées et des services consultatifs, et en leur facilitant l'établissement de réseaux et le partage de l'information .

Toute une panoplie de changements doit être mise en place pour créer des systèmes de marché et des environnements d'affaires davantage inclusifs et équitables pour les femmes entrepreneurs. Les États ont un rôle important à jouer, car ils ont la responsabilité première de supprimer les dispositions discriminatoires dans la loi, mais

aussi de lutter contre la discrimination qui prend source dans les normes sociales et culturelles. Le secteur privé a lui aussi un rôle à jouer : les entreprises doivent être encouragées à revisiter complètement leur chaîne de valeur en vue d'identifier où les femmes se situent et les types d'appui dont elles peuvent avoir besoin pour être en mesure d'ajouter de la valeur à leurs produits. Les institutions financières, quant à elles, doivent explorer la manière dont elles peuvent améliorer l'accès des femmes à une gamme de services financiers de qualité et sexospécifiques, y compris les instruments d'épargne, les services d'envoi de fonds, le crédit et l'assurance. Cela est particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes au moment de la transition de micro financements vers le recours à des banques commerciales générales.

Notre approche

L'approche d'Oxfam-Québec en matière d'autonomisation des jeunes et des femmes est l'intégration transversale dans tous nos programmes et projets. De plus, nous élaborons des interventions spécifiques permettant la réalisation de nos objectifs dans le domaine.

Oxfam-Québec privilégie une approche d'autonomisation des organisations locales basée sur le renforcement des capacités. Nous sommes convaincus que c'est en travaillant étroitement avec nos partenaires que nous générons des changements dans la vie des gens, des communautés et des sociétés. C'est à travers un accompagnement à long terme que nous soutenons nos partenaires dans la définition et l'exercice de leur mission, orientations, stratégies et interventions de développement. Dans une perspective de prise en charge et d'appropriation, mettant le partenaire au cœur du processus, notre approche de renforcement des capacités est à la fois un moyen et une fin pour un développement durable.

Le renforcement des capacités est réalisé suivant deux axes : le renforcement organisationnel et le renforcement opérationnel. Au niveau du renforcement opérationnel, Oxfam-Québec apporte également des appuis financiers afin que les partenaires puissent mettre en œuvre des initiatives porteuses de changement durable.

Le renforcement de capacités s'opère également directement auprès des jeunes femmes et hommes afin de favoriser l'émergence de leurs potentialités individuelles et collectives. Ainsi, les interventions d'Oxfam-Québec et de nos partenaires visent entre autres le développement de leurs connaissances de leurs droits et devoirs en tant que jeune citoyenne et citoyen, l'augmentation de leur estime et confiance en eux, leur permettre de se faire entendre, de s'organiser et de s'insérer sur le marché du travail.

Nous croyons que les changements durables dans la vie des jeunes femmes et des jeunes hommes passent par une approche de leadership transformateur. Cette approche consiste à transformer les relations de pouvoir pour mettre en place des formes inclusives et démocratiques de leadership et de participation des jeunes femmes et hommes au sein des relations sociales, des organisations et des institutions. Cela se traduit notamment par des initiatives de développement des compétences citoyennes

des jeunes ainsi que par une stratégie d'ouverture et de consolidation d'espaces de participation démocratique aux niveaux local, national et global. Ainsi, nous nous employons à faire entendre les voix des jeunes femmes et hommes et à renforcer les mouvements, réseaux, organisations jeunesse et groupes de femmes afin qu'ils puissent mettre de l'avant leurs propres programmes et influencer les processus décisionnels.

Études de cas – Oxfam-Québec

1. Formation professionnelle et technique des jeunes filles dans des métiers non traditionnels : élaboration d'un référentiel pour le Brevet d'études professionnelles (BEP) en carrosserie (tôlerie-peinture) et insertion socioprofessionnelle des finissantes du Centre Féminin d'Initiation et d'Apprentissage aux Métiers (CFIAM) – Burkina Faso

Mise en contexte

Au Burkina Faso, la formation professionnelle est caractérisée par une quasi-inexistence d'un système national de réglementation, de supervision et de suivi. Ce manque de cadres régulateurs a favorisé l'intervention d'une multitude d'acteurs nationaux et étrangers, aussi bien du secteur privé que public, appliquant des approches d'intervention, de conception de formation et de mise en pratique très diversifiées. La formation dispensée par le CFIAM souffre de cette insuffisance de réglementation au niveau national, car les filières existantes ne disposent pas d'un référentiel validé au niveau national. C'est dans ce contexte qu'en 2003, ATTous-Y⁷ a créé le CFIAM pour lutter contre les injustices socioprofessionnelles en formant les jeunes filles aux métiers non traditionnels et en les aidant pour la recherche d'emploi et pour l'auto emploi. Les formations dispensées au CFIAM sont toutes reconnues par l'État et permettent l'obtention d'un Certificat de qualification professionnel (CQP) décerné par le Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi. Le CFIAM est le seul établissement au Burkina Faso à offrir la filière tôlerie-peinture.

Les stéréotypes demeurent encore très forts, en ce sens que le contexte socioprofessionnel est largement défavorable aux femmes au regard de la mentalité sociale fortement ancrée selon laquelle celles-ci devraient être confinées à leur rôle social de ménagère ou tout au plus à des métiers peu valorisants. Les difficultés d'insertion socioprofessionnelle sont alors nombreuses sur le terrain et sans soutien, au moins moral d'ATTous-Y, beaucoup de jeunes filles formées abandonnent et se réorientent dans des métiers traditionnellement féminins. L'insertion socioprofessionnelle des finissantes est donc un enjeu de taille pour l'amélioration de la justice sociale entre les femmes et les hommes.

⁷ Né de la réflexion d'un groupe d'éducateurs burkinabè en 1994 et partenaire d'Oxfam-Québec depuis 1996, ATTous-Y a pour mission est de contribuer à la réduction de la pauvreté et du chômage chez les jeunes en difficultés, les jeunes filles et les femmes au niveau national, en favorisant leur insertion et leur réinsertion dans les milieux socio- professionnels, à travers la sensibilisation, l'éducation, la formation professionnelle, l'appui à l'installation et le suivi dans les métiers traditionnels ou non, et dans le domaine environnemental.

Description de l'expérience

Afin de contribuer à la réduction du chômage et à l'autonomisation financière des finissantes du CFIAM, deux projets ont été réalisés. Le premier visait l'élaboration des référentiels BEP et CAP (Certificat d'aptitudes professionnelles) pour la filière carrosserie (tôlerie-peinture) et le deuxième l'amélioration de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes filles. Suite à l'élaboration du référentiel, ATTous-Y souhaite améliorer l'insertion socioprofessionnelle des finissantes du CFIAM. Pour ce faire, le projet incluait deux volets :

- Renforcer les capacités du personnel du CFIAM pour accompagner les élèves et les finissantes à faire face aux stéréotypes de genre et difficultés d'insertion socioprofessionnelle
- Développer un système de suivi des finissantes permettant de garder contact avec elles, de les appuyer dans leurs démarches de recherche d'emploi et de permettre aux finissantes d'échanger sur les difficultés rencontrées et les opportunités.

Dès le début de l'exécution du projet il a été décidé de se concentrer sur l'élaboration du BEP et d'en faire un projet pilote de qualité. Quatre types d'ateliers ont été réalisés, soit : l'analyse de situation de travail, la rédaction du référentiel, les modules de formation et finalement la validation. À l'issue des travaux, le référentiel a été reconnu au niveau national.

Résultats atteints

- Le référentiel BEP en tôlerie-peinture est élaboré et validé par le Ministère;
- En date du 10 janvier 2011, sur 58 finissantes contactées en électronique, en électricité auto et en tôlerie-peinture, 44 ont trouvé un emploi soit un taux de 76%;
- En tôlerie-peinture, sur les 67 jeunes filles formées, 63 ont trouvé un emploi, les 4 autres ont été sollicitées par les employeurs, mais n'occupent pas d'emploi pour des raisons diverses;
- Un nouveau partenariat est développé avec Watam Kaiser, une usine d'assemblage de motos pour l'insertion professionnelle des jeunes filles du CFIAM;
- Le projet a permis au CFIAM de renouer avec certaines finissantes (12). Le personnel peut ainsi les appuyer dans leur insertion socioprofessionnelle;
- Les jeunes filles ont renforcé leur estime d'elles-mêmes;
- 24 jeunes filles ont amélioré leurs compétences et connaissances en informatique;
- 2 personnes, soit le responsable du suivi des finissantes et la psychologue font état d'une amélioration de leurs compétences et connaissances en appui-conseil pour la recherche d'emploi ;
- 12 membres du personnel font état d'une amélioration de leurs compétences et connaissances en informatique. ;

- 30 jeunes filles ont amélioré leurs connaissances et compétences dans la recherche d'emploi;
- 15 membres du personnel sont formés en leadership et autonomisation des jeunes filles.

Moyens mis en place pour la durabilité des résultats

- L'élaboration du référentiel BEP permet aux jeunes filles du CFIAM de bénéficier d'un enseignement de qualité et permettra d'obtenir un diplôme officiellement reconnu au niveau national augmentant ainsi leur chance dans la recherche d'emploi.
- D'autres acteurs de l'éducation pourront ouvrir cette filière dans leurs écoles à partir du référentiel de formation maintenant disponible.
- ATTous-Y a intégré la prise en charge du fonctionnement de la salle informatique dans ses activités régulières. La salle informatique étant une demande constante des élèves et des professeurs, les responsables du CFIAM ont décidé d'en faire un outil privilégié et un support des cours ainsi qu'à la préparation des élèves à leur insertion socioprofessionnelle.
- Le site web permet d'accroître la visibilité du CFIAM et d'ATTous-Y.

Conditions minimales de répliquabilité de l'expérience

- Un centre de formation et des filières déjà bien établis;
- Un partenaire local engagé dans sa mission;
- Des membres du personnel croyant au bien-fondé de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes filles.

Bonnes pratiques

- Inclure une formation de base en informatique dans chaque filière.
- Les stages favorisent l'embauche des jeunes filles à la fin de leur formation.
- La présence d'une femme psychologue permet plus de proximité avec les jeunes filles.
- Les ministères de la Promotion de la Femme et de l'Action Sociale appuient le CFIAM pour le recrutement des jeunes filles.

Leçons apprises

- Au-delà de la formation, l'appui-conseil et un système de suivi sont essentiels pour une insertion socioprofessionnelle réussie.
- Augmenter la sensibilisation de la population, car les préjugés et les pesanteurs socioculturelles demeurent forts.
- La présence d'un référentiel de formation augmente la qualité de celle-ci.

2. le Modèle Vinavo : Intervention psychosociale auprès des jeunes filles au Bénin

Mise en contexte

La proportion de jeunes au Bénin est très élevée : 18 % de la population a entre 15 et 24 ans, et plus de 46 % sont âgés de moins de 15 ans. Cela présage de grands changements et une entrée massive des jeunes sur le marché de l'emploi et dans la vie active d'ici 2025. Parmi eux, plusieurs enfants vivent dans des conditions de précarité importantes. Issus de familles pauvres, majoritairement analphabètes et déscolarisées, ils vivent soit avec leurs parents, ou sont bien souvent placés chez des tuteurs. Selon un rapport de l'UNICEF en 2007, c'est plus de 40 000 enfants âgés entre 6 et 17 ans (80% étant des filles) étant victimes de traite et d'exploitation. Habituellement, on les trouve dans les petits commerces au détail ou comme aides domestiques dans les foyers. Les enfants vivant cette situation de vulnérabilité psychologique, sociale et économique et ne jouissent évidemment pas pleinement de leurs droits. Les moyens de l'État pour faire face à cette situation étant limités et surtout axés sur les mesures de coercition et non de prévention, ce sont les organisations de la société civile qui interviennent.

Description de l'expérience

Oxfam-Québec a fourni son expertise à Assovie (Association Vinavo et Environnement), organisation créée en 2001 qui a pour mission de promouvoir et veiller au respect des droits des enfants, particulièrement ceux et celles (en majorité des filles entre 6 et 18 ans) étant les plus vulnérables. Assovie a construit 16 centres d'écoute dans les marchés publics. Les interventions d'Assovie ont principalement pour but de réhabiliter les droits des jeunes filles vidomégons (enfants placés) et des autres enfants en situation précaire. Son modèle d'intervention, basé sur une approche psychosociale, contribue à l'amélioration des conditions de vie des jeunes et à leur autonomisation progressive en tenant compte de leurs besoins particuliers et de leur environnement. Concrètement, les éléments sur lesquels le modèle agit sont les aspects psychologiques, familiaux, sociaux, économiques, sanitaires, légaux, etc. L'inclusion de ces éléments dans la prise en charge multiplie les changements positifs chez les bénéficiaires en situation difficile : la jeune fille a besoin de se sentir valorisée et capable de subvenir à ses besoins individuels, familiaux, voire communautaires.

Au cœur du modèle se retrouve le comité psychosocial. Composé de psychologues, travailleurs sociaux et éducateurs spécialisés, le comité joue un rôle transversal durant tout le parcours de la jeune fille au travers d'interventions ponctuelles selon les besoins spécifiques de chacun. Le comité se consacre particulièrement aux cas qui lui ont été signalés au niveau des points d'écoutes ou détectés par un intervenant au moyen d'entretiens, de visites à domicile et d'enquêtes. Les entretiens suivants permettent d'écouter les bénéficiaires, de cerner leur situation, d'identifier les problèmes et de

trouver des solutions afin de développer avec le jeune son projet de vie. Les experts du comité offrent aussi des conseils aux autres intervenants situés dans les marchés et points d'écoutes (éducateurs, patrons, enseignants).

Le modèle Vinavo regroupe trois principaux services :

- L'éducation de base ;
- L'appui à la scolarisation ;
- La formation et insertion professionnelle.

L'éducation de base constitue la porte d'entrée des bénéficiaires dans leur cheminement vers l'autonomisation. Selon l'âge et le niveau scolaire, enseignants et éducateurs d'Assovie offrent des cours d'alphabétisation et de communication orale en français. Le cursus est développé par Assovie à partir des programmes du Ministère de l'Éducation et peuvent aussi inclure les mathématiques, la géographie et l'histoire, mais aussi des cours sur l'hygiène et la santé, l'éducation sexuelle ou l'économie familiale. Ces différents apprentissages permettent aux jeunes filles d'acquérir les connaissances académiques de base, mais aussi d'en apprendre plus sur leurs droits. Ces acquis sont nécessaires pour celles souhaitant intégrer ou réintégrer le parcours scolaire formel.

Le volet du service d'appui à la scolarisation permet à celles d'âge scolaire de recevoir un appui matériel (livres, crayons, uniforme) et financier (payer certains frais, soutien alimentaire sur base hebdomadaire ou mensuelle). Assovie recrute aussi des tuteurs et répétiteurs offrant des séances de rattrapage afin de rehausser le niveau académique des enfants. Pour les enfants plus âgés et avec trop de retard pour intégrer tout de suite le parcours formel, Assovie a instauré des programmes alternatifs d'éducation dans deux de ses points d'écoutes. L'école alternative offre aux jeunes une formation accélérée permettant de compresser en 3 ans (au lieu de 6) la formation primaire habituelle. Au terme de la formation, les élèves peuvent se présenter à un examen dans des centres autorisés et financés par l'UNICEF afin d'obtenir un certificat d'études qui leur permet de poursuivre le cursus scolaire normal, ou encore de s'orienter vers la formation professionnelle.

Si le fait d'offrir une éducation de base à des jeunes filles analphabètes et déscolarisées leur ouvre quelques portes, la qualification professionnelle et l'entrée sur le marché de l'emploi demeurent les meilleures voies vers l'autonomisation. Afin de permettre aux bénéficiaires d'accéder à l'autonomie financière, Assovie permet aux filles de 14 ans et plus de réaliser des apprentissages avec des patrons dans différents types de métiers.

Un travail préliminaire d'orientation professionnelle et de sensibilisation sur divers métiers (traditionnels, tel la couture et la coiffure, mais aussi moins traditionnels comme la photographie, la mécanique, la boulangerie, etc.) est fait avec la bénéficiaire, qui est ensuite référé à des patrons avec lesquels Assovie signe des contrats pour une durée de trois ans. Des modules d'apprentissage et matrices de suivi ont été développés avec la collaboration de professionnels dans plusieurs métiers afin d'évaluer le parcours des jeunes.

En plus de l'appui des psychologues et intervenants, les bénéficiaires peuvent aussi recevoir des cours d'alphabétisation fonctionnelle et des subventions financières (par exemple pour l'aide alimentaire) selon les besoins. Au bout de trois ans, les apprentis reçoivent un certificat et peuvent ainsi continuer à leur compte ou se regrouper en coopérative et bénéficier de services de microfinances. Assovie est en voie de développer un modèle d'intervention en formation professionnelle innovant et spécifique à l'organisation qui est maintenant connu et reconnu ;

Résultats :

- En 2013, plus de 2700 enfants sont passés via les points d'écoutes ;
- Le nombre d'enfants dans les classes est passé de 94 en 2007 à 715 en 2013 (effectif non cumulé) ;
- Les bénéficiaires en insertion scolaire sont passés de 15 en 2002 à 338 en 2013. Baisse importante des abandons, des 338 enfants soutenus en 2013, trois seulement ont abandonné ;
- Le nombre d'apprenants en formation professionnelle est passé de 7 en 2009 à 65 en 2013 ;
- Le nombre de grossesse précoce a diminué chez les jeunes filles grâce à l'accompagnement psycho-social et au suivi de proximité ;
- Plusieurs jeunes gagnent un revenu et sont sur la voie de l'autonomie.

Des changements ont également été constatés au niveau de la population dans les marchés où sont situés les centres d'écoute. Par exemple, nous avons constaté que la pratique des châtiments corporels est à la baisse. De plus, les élus locaux, estimant le bien-fondé des interventions d'Assovie, plaident pour l'extension des centres d'écoute à d'autres marchés.

L'objectif d'Evelyne

Née à Cotonou, Evelyne avait 2 ans et un frère aîné quand sa maman est morte. Son père s'est remarié une fois, deux fois, trois fois, unions successives qui ont donné à Evelyne, au final, trois frères supplémentaires et trois petites sœurs. Dans ce tourbillon, pas facile de se concentrer. Ni très attentive ni très motivée, elle a abandonné l'école à 16 ans, lorsqu'elle a su qu'elle devrait redoubler sa cinquième année : ses camarades de classe auraient eu 12 ans, elle était maintenant trop grande de toute façon. Sans métier, sans formation, elle aurait probablement fini par se débrouiller à peu près, grâce à de petits boulots ou au mariage, comme ces milliers de jeunes filles et de femmes qui, au Bénin, vivent dans la précarité ou la dépendance économique.

Heureusement, alors qu'elle était en vacances chez sa grand-mère, un ami de la famille l'a mise en contact avec Assovie. Là, on l'a accueillie, écoutée, on lui a offert plusieurs possibilités d'apprentissage. « Mes tantes disaient "couture, couture !" Mais moi, je voulais depuis longtemps faire de la photo. » Elle a tenu bon. Assovie lui a trouvé un maître de stage, l'a soutenue financièrement et accompagnée durant tout son

apprentissage. C'est aussi Assovie qui l'a aidée à acheter son premier appareil, un beau Nikon professionnel.

Maintenant, Evelyne gère sa petite entreprise et gagne fièrement sa vie. Elle fait tout ce qu'elle aime et aime tout ce qu'elle fait : portraits, mariages, baptêmes... Sa clientèle grandit peu à peu grâce au bouche-à-oreille, et elle envisage l'avenir avec confiance. Elle a même commencé à économiser pour acheter un ordinateur. Le mariage? Oui, un jour, peut-être. Mais alors il n'est pas question qu'elle arrête de travailler : « La photo sera mon métier jusqu'au tombeau! », dit-elle avec une emphase volontairement comique. Puis elle désigne son appareil et ajoute en rigolant : « C'est lui mon premier mari! »

Oxfam-Québec a également des études de cas disponibles au Liban, au Vietnam et en Amérique Latine sur notre siteweb. Nous avons également des guides pratiques pour le travail en autonomisation des jeunes et en participation citoyenne des jeunes et des femmes.